

Commune de MIRIBEL

REUNION du CONSEIL MUNICIPAL  
en date du 23 juillet 2010  
à 20 heures 30

---

C O M P T E 6 R E N D U

Présents : M. J. BERTHOU, Maire ; Mme S. VIRICEL, 1<sup>er</sup> Adjoint ; M. A. GIRON, 2<sup>e</sup> Adjoint ; Mmes P. DRAI, 3<sup>e</sup> Adjoint ; S. ESCOBESSA, 4<sup>e</sup> Adjoint ; J. BOUVIER, 5<sup>e</sup> Adjoint ; MM. G. BAULMONT, 6<sup>e</sup> Adjoint ; H. SECCO, 7<sup>e</sup> Adjoint ; A. ROUX, 8<sup>e</sup> Adjoint ; ~~Mme C. CHAMPION~~ ; MM. J-P. BOUVARD ; ~~J-P. SAINT-ANTOINE~~ ; Mme B. PFAENDER ; MM. H.-CHARLES ; P. BERTHO ; G. CORGIER ; P. GUINET ; P. CHEVILLON ; ~~Mmes I. JOLY ; M.C. JOLIVET~~ ; MM. P. PROTIERE ; B. TOURANCHEAU ; Mme K. HANINE ; M. J-M. BODET ; ~~Mmes N. JOUTARD ; M. ROUGER ; V. TOURTE~~ ; A. GIRON ; ~~D. LEPROMPT~~

Absents :

Mme Colette CHAMPION donne pouvoir à M. Patrick GUINET  
M. Jean-Paul SAINT-ANTOINE donne pouvoir à M. Georges BAULMONT  
Mme Isabelle JOLY donne pouvoir à Mme Aurélie GIRON  
Mme Marie-Chantal JOLIVET donne pouvoir à Mme Sylvie VIRICEL  
Mme Nathalie JOUTARD donne pouvoir à M. Patrick CHEVILLON  
Mme Magali ROUGER donne pouvoir à Mme Patricia DRAI  
Mme Virginie TOURTE donne pouvoir à M. Jean-Marc BODET  
Mme Damiène LEPROMPT donne pouvoir à M. Alain ROUX

La séance est ouverte à 20 heures 30.

## **I DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE**

Madame Béatrice PFAENDER est désignée à l'unanimité en qualité de secrétaire de séance.

## **II APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE du 21 mai 2010**

Le compte-rendu de la séance du Conseil municipal du 24 juin 2010, n'ayant pas fait l'objet de remarques, a été approuvé à l'unanimité.

## **III INTERCOMMUNALITE**

1° Rapport sur le prix et la qualité des services de l'eau potable présenté par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est de Lyon (SIENEL) pour l'année 2009

Monsieur BERTHO a indiqué au Conseil municipal qu'en vertu du décret n° 95-635 du 6 mai 1995, le rapport annuel sur le prix et la qualité des services de l'eau potable du Syndicat Intercommunal des Eaux du Nord-Est de Lyon (SIENEL) pour l'exercice 2009 doit être présenté à l'Assemblée.

Il a alors laissé la parole à M. Jean-Claude LAZZARONI, Président de ce syndicat, invité pour présenter ce rapport.

Monsieur le Président a exposé les éléments techniques et financiers de l'exercice 2009 dont les principaux faits marquants ont été la réalisation de déplacements de canalisations pour les besoins des travaux de l'A432 entre les Echets et le Mas Rillier et l'interruption de fonctionnement de la station du Four à Chaux pour la réalisation de travaux d'assainissement à MIRIBEL, ayant nécessité l'achat d'eau au Grand Lyon.

L'exercice a également été marqué par l'engagement de la consultation nécessaire au renouvellement de la délégation de service public permettant de désigner l'entreprise devant exécuter le service dont le résultat sera connu en septembre.

Monsieur BODET a interrogé Monsieur le Président sur le volume d'eau perdu sur l'ensemble du réseau d'une part et sur le résultat de l'enquête menée sur la présence de calcaire dans l'eau d'autre part.

Monsieur LAZZARONI a indiqué que le taux de perte pour fuites est raisonnable compte tenu de la longueur du réseau (environ 165 km) mais que ces fuites ne sont pas les seules causes de perte et que des investigations sont régulièrement menées pour en déterminer les origines.

L'enquête sur le caractère calcaire de l'eau a eu un très faible taux de réponse (environ 5 %) avec des résultats peu probants.

Monsieur BOUVARD ayant remarqué que le pourcentage de clients est en hausse, alors que la consommation est en baisse, a demandé si on connaissait la raison de ce phénomène.

Monsieur le Président a répondu que c'est une tendance qu'on constate au niveau national, et qui est essentiellement due au changement des habitudes de consommation d'eau, tendant à des économies globales, accentuée par le mode de fonctionnement des nouveaux appareils électroménagers.

Aucune autre question n'ayant été présentée, Monsieur le Maire a salué le travail de Monsieur le Président, notamment sur le suivi du dossier de renouvellement de la délégation de service public qui a nécessité un profond investissement depuis les discussions sur son opportunité jusqu'à sa prochaine conclusion.

#### **IV FINANCES**

##### **1° Garantie d'emprunt sollicitée par l'Institution Joséphine Guillon**

Madame ESCOBESSA, Adjointe chargée des finances, a indiqué à l'Assemblée que l'Institution Joséphine Guillon a sollicité la garantie de la commune à hauteur de 20 % pour un emprunt de

5 200 000 € contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue de financer la rénovation de l'EHPAD BON SEJOUR.

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes :

- Montant emprunté : 5 200 000 €
- Taux fixe : 3,47 %
- Durée : 30 ans

Il est précisé que ce même emprunt est garanti à hauteur de 80 % par le Conseil Général de l'Ain.

Par ailleurs, l'Institution Joséphine Guillon s'engagera, par convention, à inscrire une hypothèque en faveur de la Commune dès lors que cette garantie d'emprunt serait mise en œuvre.

Le Conseil municipal a alors approuvé à l'unanimité l'octroi de cette garantie.

#### 2° Demande d'une contre garantie à l'Institution Joséphine Guillon

La garantie de la Commune accordée à l'Institution Joséphine Guillon pour le prêt de 5 200 000 € qu'elle contracte auprès de la CDC pourrait être assortie d'une contre garantie, établie sous la forme d'une convention indiquant que la Commune restera créancière de l'Institution sur les sommes éventuellement versées au titre de la garantie, et que l'institution s'engage à constituer à première réquisition de la Commune une hypothèque de 1<sup>er</sup> rang sur les biens immobiliers faisant l'objet de l'opération, en cas de mise en jeu de la garantie.

Le Conseil municipal a approuvé à l'unanimité cette convention et a habilité le Maire à la signer.

#### 3° Adhésion au Chèque Emploi Service Universel (CESU)

Il a été proposé à l'Assemblée d'affilier la Commune au Centre de Remboursement du Chèque Emploi Service Universel (CR CESU) afin de permettre aux usagers des services petite enfance (crèches ou haltes garderies) d'utiliser le CESU pour le paiement de leur facture de garde d'enfant.

Le Conseil municipal a approuvé à l'unanimité cette adhésion.

#### 4° Demandes de subventions

- a) auprès du Conseil Régional Rhône Alpes
- b) auprès de l'ADEME

La Commune a lancé une étude de faisabilité pour la production d'eau chaude solaire au Gymnase La Chanal. L'offre retenue représente une dépense de 2 700 euros H.T.

Ce type d'étude est susceptible d'être subventionnée par le Conseil Régional et par l'ADEME.

L'Assemblée a autorisé le Maire à solliciter ces deux organismes pour l'obtention d'une subvention.

#### 5° Subvention à l'Amicale des sapeurs-pompiers

Lors du vote du Budget Primitif 2010, une subvention de 1000 euros a été accordée à l'ULM pour l'organisation du bal du 14 juillet 2010. Or c'est l'Amicale des sapeurs-pompiers qui a organisé cette manifestation.

En conséquence, le Conseil Municipal a décidé à l'unanimité d'accorder la subvention d'un montant de 1 000 euros à cette Amicale et non à l'ULM.

#### 6° Subvention à l'Association l'Echo des Echets

Le Conseil municipal a décidé d'allouer une subvention de fonctionnement d'un montant de 500 euros à l'Echo des Echets. Cette association nouvellement créée organise des animations aux Echets.

#### 7° Demande de remise gracieuse de pénalités

Il a été présenté au Conseil Municipal une demande de remise gracieuse de pénalités appliquées par le Trésor Public sur une taxe d'urbanisme non payée en temps voulu.

Ces pénalités s'élèvent à une somme de 736 euros.

Le redevable invoque des difficultés financières.

L'Assemblée a décidé à l'unanimité d'accorder la remise gracieuse de ces pénalités.

#### 8° Décision Modificative

Budget communal ó D.M. n° 4 : ajustement de crédits

Le Conseil municipal a approuvé la décision modificative n° 4 du budget communal portant ajustement de crédit sur deux opérations d'investissement.

### **V URBANISME**

#### 1° Acquisition d'une parcelle

Monsieur ROUX, Adjoint chargé de l'Urbanisme, a proposé à l'Assemblée d'acquérir une superficie de 570 m<sup>2</sup> prise sur la parcelle cadastrée section AE n° 925 située « Le Haut de Miribel ». Ce terrain jouxte le site de l'école de musique et de l'espace petite enfance. La surface restante de cette parcelle devrait être acquise par la Communauté de Communes de Miribel et du Plateau.

Cette opération sera réalisée au prix déterminé par le service des Domaines, soit 96,40 euros le m<sup>2</sup>.

Le Conseil Municipal a approuvé cet achat et a habilité le Maire à signer tout document s'y rapportant, notamment l'acte notarié correspondant.

## 2° Approbation de la modification n° 1 du P.L.U.

Par délibération en date du 29 janvier 2010, le Conseil Municipal a prescrit la modification du P.L.U. en vue du classement de la zone 2 AUx « Champaye de Rosarge » en zone 1 AUx. Cette modification de classement de zone permettra l'ouverture de cette zone à l'urbanisation. La Commune souhaite rendre possible l'arrivée d'entreprises nouvelles et l'extension d'entreprises existantes voisines.

La procédure de modification a été mise en œuvre. L'enquête publique s'est déroulée du 12 avril au 12 mai 2010 inclus. Le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur ce dossier.

Le Conseil municipal a approuvé à l'unanimité cette modification du P.L.U.

Il est précisé que ce dossier peut être consulté aux services techniques municipaux.

Monsieur le Maire a ajouté que l'aménagement de cette zone prendra en compte l'éventuel contournement des Echets.

## 3° Approbation de la révision simplifiée n° 2 du P.L.U.

Par délibération en date du 29 janvier 2010, le Conseil Municipal a prescrit la révision simplifiée n° 2 du P.L.U. en vue du classement de la zone 2 AUx « Folliouse » en zone 1 AUx. Ce nouveau classement a pour but de permettre l'ouverture de cette zone à l'urbanisation. La Commune veut rendre possible l'arrivée de nouvelles entreprises.

La procédure de révision simplifiée a été mise en œuvre. L'enquête publique s'est déroulée du 12 avril au 12 mai 2010 inclus. Le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sur ce dossier.

L'Assemblée a approuvé à l'unanimité ce dossier de révision simplifiée du P.L.U.

Il est précisé que ce dossier peut être consulté aux services techniques municipaux.

## **VI TRAVAUX**

### 1° ZAE Folliouse - Evacuation des eaux de pluie

Dans le cadre de la réalisation de la ZAE Folliouse, il a été établi un plan d'évacuation des eaux de pluie.

En application de la Loi sur l'eau, il convient de déposer le dossier correspondant auprès des services de l'Etat pour validation.

Le Conseil municipal a décidé à l'unanimité d'autoriser le Maire à déposer ce dossier auprès de la Préfecture.

### 2° Convention avec APRR en vue du rétablissement des communications aux Echets

Un projet de convention d'accord préalable, relative aux rétablissements des communications concernant précisément les voies communales VC15 et VC64 a été soumis à l'Assemblée pour approbation et habilitation du Maire à signer la convention.

Cette convention a pour objet de définir les conditions techniques, financières et administratives selon lesquelles, en ce qui concerne l'exploitation et l'entretien, les voies de communication modifiées par la réalisation de l'autoroute A432, seront rétablies.

Les dépenses liées à ces travaux seront prises en charge par APRR.

Le Conseil municipal a approuvé cette convention et a autorisé Monsieur le Maire à la signer.

## **VII AFFAIRES SOCIALES**

### **1° Avenant n° 2 au Contrat Educatif Local (CEL)**

Le Contrat Educatif Local établi entre l'Etat et la Commune, ainsi que son avenant n° 1 fixant les engagements financiers 2009/2010 des parties a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du 17 juillet 2009.

Un avenant n° 2 à ce contrat fixant les engagements financiers des parties pour l'année scolaire 2010/2011 a été soumis à l'Assemblée qui l'a approuvé et a habilité Monsieur le Maire à le signer.

## **VIII AFFAIRES FUNERAIRES**

### **1° Reprise de concessions perpétuelles réputées à l'état d'abandon**

L'état d'abandon d'un certain nombre de concessions au cimetière de Saint-Martin a été constaté par Procès Verbaux en date des 27 mars 2007 et 25 mars 2010.

La procédure a été scrupuleusement suivie et mise en œuvre (affichage, notification aux ayants droits).

Cette liste a été soumise à l'Assemblée qui a décidé d'autoriser la reprise, au nom de la Commune, de ces concessions réputées à l'état d'abandon. Il est précisé que ces concessions ont plus de 30 ans d'existence et qu'aucune inhumation n'y a été faite depuis plus de 10 ans.

## **IX QUESTIONS DIVERSES**

### **1° Rapport d'activités 2009 de la SEMCODA présenté par le délégué de la commune auprès de l'assemblée spéciale des communes actionnaires**

En application de l'article L 1524-5, 7<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités et les résultats de la SEMCODA sont présentés à l'Assemblée.

Monsieur PROTIERE a exposé les éléments de ce rapport en précisant que MIRIBEL fait partie des 109 communes actionnaires qui détiennent 60 % du capital de cette société d'économie mixte.

Une copie du rapport sera adressée aux conseillers municipaux avec le compte-rendu de la séance.

Monsieur le Maire a précisé que la SEMCODA est une société dont les finances sont saines et dont les services sont réactifs par rapport aux demandes des communes.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 heures 05.